

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU BASSIN DE MARENNES**

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Délibération n°2023/CC05/02

Séance du mercredi 28 juin 2023

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 25 mai 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mai à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU, M. Jean-Marie PETIT, M. Alain BOMPARD, Mme Mariane LUQUÉ, M. Philippe MOINET, M. Jean-Pierre FROC, M. Richard GUERIT, conseillers de Marennes-Hiers-Brouage
M. Guy PROTEAU, M. Jean-Marie BERBUDEAU, conseillers de Bourcefranc-Le Chapus
M. Patrice BROUHARD, Mme Béatrice ORTEGA, conseillers de Le Gua
Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU, M. Jean-Pierre MANCEAU, M. Jean-Lou CHEMIN, conseillers de Saint-Just-Luzac
M. François SERVENT, conseiller de Nieulle-sur-Seudre

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Frédérique LIEVRE (pouvoir donné à Mme Claude BALLOTEAU)
Mme Martine FARRAS (pouvoir donné à M. Philippe MOINET)
M. Philippe LUTZ (pouvoir donné à M. Jean-Marie PETIT)
Mme Michelle PIVETEAU (pouvoir donné à Mme Mariane LUQUÉ)
Mme Sabrina HUET (pouvoir donné à M. Jean-Marie BERBUDEAU)
Mme Adeline MONBEIG (pouvoir donné à M. Guy PROTEAU)
M. Stéphane DELAGE (pouvoir donné à Mme Béatrice ORTEGA)
Mme Ingrid CHEVALIER (pouvoir donné à M. François SERVENT)

Excusé :

M. Joël PAPINEAU

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ
M. Philippe BIARD
M. Joël CHAGNOLEAU

Secrétaire de séance : Mme Mariane LUQUÉ

2. PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) du Bassin de La Seudre - Engagements de la CCBM sur l'Avenant n°2

La labellisation du PAPI du bassin de la Seudre en octobre 2017 a permis la réalisation des études préalables aux travaux des projets de système d'endiguement, ainsi que de certaines études d'avant-projet.

Les premiers résultats remettent en question l'équilibre financier et la stratégie de protection du PAPI. En effet, les coûts d'investissement augmentent notamment de manière conséquente par rapport aux montants inscrits dans le programme d'action initial.

Le comité de pilotage du PAPI, en date du 30 mai 2023, a validé un avenant au PAPI afin de redéfinir la stratégie de protection de l'estuaire de la Seudre et de demander des financements supplémentaires ou de les mettre à jour.

L'évolution des coûts liés à l'avenant au PAPI concernant la CCBM est annexée à la présente note de synthèse et concerne les actions suivantes :

Action I.M.2 : Quantification de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre

Action V.M.2 : Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine

Action V.M.3 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

Action V.M.6 : Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-Le Chapus

Action VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes

Action VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le Chapus

Les membres du Conseil Communautaire doivent se prononcer sur les engagements de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes sur le PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) du Bassin de La Seudre.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), du 27 janvier 2014, attribuant aux communes et aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations qui comprend les missions « 1, 2, 5, 8 » définies au L. 211-7 I du code de l'environnement, depuis le 1er janvier 2018,
- vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRE),
- vu la délibération n°2017/CC05/13 du 28 juin 2017 par laquelle le Conseil Communautaire approuve l'engagement de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes dans le PAPI du Bassin de Seudre pour la période 2017-2023,
- considérant que le PAPI du Bassin de la Seudre, labellisé par la Commission Mixte Inondation en date du 12 octobre 2017, a pour objectif de réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires face aux phénomènes naturels de submersion marine et d'inondation,
- considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes,
- considérant que la labellisation du PAPI du bassin de la Seudre a permis la réalisation des études préalables aux travaux des projets de système d'endiguement, ainsi que de certaines études d'avant-projet,
- considérant que les premiers résultats remettent en question l'équilibre financier et la stratégie de protection du PAPI : les coûts d'investissement augmentant de manière conséquente par rapport aux montants inscrits dans le programme d'action initial,

- Considérant qu'afin de prendre en compte ces éléments, le comité de pilotage du PAPI, en date du 30 mai 2023, a validé un avenant au PAPI afin de redéfinir la stratégie de protection de l'estuaire de la Seudre et de demander des financements supplémentaires,
- après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

sous réserve de la labellisation de l'avenant au PAPI du bassin de la Seudre par la Commission Inondation du Bassin Adour-Garonne :

- d'autoriser le Président à exprimer l'intention de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes de s'engager financièrement aux actions V.M.6 et V.M.3 de ce PAPI ;
- d'approuver le plan de financement lié à l'ensemble des actions ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 22

Contre : 1 (M. Richard GUERIT)

Abstention : 0

Pour extrait conforme aux registres des délibérations

Le Président

Patrice BROUHARD



En vertu des articles R.411-1, R.411-3 et R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».

Depuis le 1^{er} décembre 2018, vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, vous n'avez pas à produire de copies de votre recours et vous êtes assurés d'un enregistrement immédiat, sans délai d'acheminement.